

Éducation et politique

» » » Nicolas Go

Dans ce troisième article, Nicolas Go aborde un sujet inhérent à la pédagogie Freinet mais dont il faut constamment rappeler les racines.

La fin de la première guerre mondiale a été marquée, outre la révolution russe de 1917, par un ensemble d'épisodes qui auraient pu faire basculer toute l'Europe dans le communisme : dès 1919, révolution allemande (avec Rosa Luxemburg), République des Conseils de Bavière, République des Conseils de Hongrie, Biennio rosso italien, à quoi il convient d'ajouter la naissance des partis communistes et l'activité intense des syndicats révolutionnaires.

C'est dans un tel contexte international de confiance politique que le projet de Célestin Freinet a vu le jour, et s'est largement développé, enthousiasmant tous ceux que les propositions « bourgeoises » de l'Éducation nouvelle laissaient insatisfaits. C'est un fait incontestable, et Freinet n'a cessé de le réaffirmer, la pédagogie Freinet institue une école « prolétarienne », qu'il requalifiera à partir de 1945 d'école « populaire », sans que le changement de vocable implique en quoi que ce soit une modification du sens. La position de Freinet était claire : préparer des pionniers de l'idée prolétarienne, capables de participer, après quelques années, à l'action militante, « parce que nous sommes persuadés que ces hommes seront des lutteurs et des révolutionnaires » affirme-t-il dans *L'Éducateur prolétarien* en mai 1935. Il n'avait pas changé d'avis, par exemple en novembre 1960, dans la revue devenue entretemps *L'Éducateur*, où il déclarait que « les enfants, dégagés de bonne heure de tout l'appareil de servitude dont on les accable, nous donnent bien souvent des leçons de dignité sociale, de conscience politique et de courage civique dont nous devrions nous inspirer ».

L'enjeu éducatif ? La libre détermination des enfants par eux-mêmes.

Mais alors ? La pédagogie Freinet, une école de l'endoctrinement ? Précisément non, et c'est ce qui a constitué à de multiples reprises, et de façon parfois dramatique, une source de conflits. Pris entre les accusations « d'école bolchevique » par les fascistes dans les années 30, et « d'école bourgeoise » par les communistes staliniens dans les années 50, Freinet a sans cesse réaffirmé sa position : politique et pédagogie, bien que toutes deux conçues comme révolutionnaires, appartiennent néanmoins à deux ordres différents. C'est ce qu'il faut essayer de mieux comprendre.

La formule « changer l'école pour changer la société » est une billevesée. Disons-le en termes très simples : pour changer l'école, il faut changer la société. Et Freinet, « en marxiste convaincu » (l'expression est de lui), ne s'économisait pas.

École et société

Commençons par l'action ou le militantisme politiques. Et écartons d'emblée la croyance naïve selon laquelle l'école, ou plus largement l'éducation, peut changer la société. La formule « changer l'école pour changer la société » est une billevesée. Disons-le en termes très simples : pour changer l'école, il faut

changer la société. Et Freinet, « en marxiste convaincu » (l'expression est de lui), ne s'économisait pas. Son militantisme avait pris, depuis l'affaire de Saint-Paul (affaire qui, en 1933, sous la pression des fascistes et des monarchistes, l'avait contraint à démissionner), une grande ampleur sociale et politique. Il avait, dans sa lutte, donné de nombreuses conférences publiques, dont celle du 8 juin 1933, organisée à Paris par l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires placée sous la présidence d'honneur de Paul Langevin et en présence d'Henri Wallon, qui eut une portée

certaine. Puis ce fut le syndicalisme paysan, la création du Front de l'enfance avec l'appui de Romain Rolland et Henri Barbusse, la création de l'Institut de formation des éducateurs prolétariens, les relations avec les organisations enseignantes, syndicales, politiques. Sa femme Élise raconte que « le soir, un jour sur trois, Freinet embarque dans sa vieille auto les paysans des environs pour les faire participer aux réunions du Front populaire ou de l'Union paysanne qu'il est en train de créer ».

À la même époque, Maria Montessori bénéficiait depuis une décennie des largesses de Mussolini qui avait créé ses écoles en son nom¹.

Classes et lutte de classe

Pourtant, c'est là notre deuxième point, il n'était pas question de poursuivre la lutte de classe dans les classes. Ce n'est qu'une fois devenus femmes et hommes que, pour Freinet, les enfants se trouveront, par nécessité éducative, « du côté du peuple, pour l'avènement de la société socialiste dont leur communauté est un hardi embryon », à propos de quoi il précise : « nous nous refusons toujours à faire le moindre bourrage socialiste et communiste ». Et encore : « pauvres esprits qui ont cru que Freinet allait donner des leçons de communisme, comme si notre idéal pouvait ainsi se rétrécir à quelques leçons dogmatiques. [...] Ici, on habitue les enfants au travail libre et à l'effort socialement utile : ici disparaissent les vices ancestraux nés du capitalisme et de l'exploitation [...] sans doctrine autre que la vie »². Et ailleurs : « nous répudions le dogmatisme et le bourrage de crâne, quels qu'ils soient. Il n'y aura chez nous ni messe rouge, ni éducation communiste systématique, ni catéchisme orthodoxe. Nous ne ferons aucune morale, pas plus philosophique que sociale ou politique. Nous ferons aimer par-dessus tout l'activité, le travail et la vie »³.

Ce refus de soumettre la vie des enfants, l'organisation de leur travail et la pratique coopérative à

quelque doctrine que ce soit, met les intellectuels du parti communiste en fureur. Ils le tolèrent jusqu'au jour où ils décident de l'attaquer publiquement dans la revue de *La Nouvelle Critique*, jusqu'à finalement l'exclure du parti. Double radicalité, donc : radicalité politique, par la culture révolutionnaire, radicalité pédagogique, par « l'éducation du travail ». Et farouche indépendance, à l'encontre de toute forme de subordination. Voilà de quoi réfléchir, pour nous aujourd'hui, n'est-ce pas ?

École et réformes

Ce qu'on appelle néolibéralisme, caractérisé par la double composante de la finance et de la concurrence, pourrait aussi bien être qualifié d'archéo-libéralisme, tant il ne dissimule plus ce qu'il est : capitalisme déchainé, agissant sous la seule loi du profit, et étendant son contrôle sur les institutions politiques. L'École ? Idéalement, un simple instrument, affecté à la construction sociale du consentement et à la valorisation du capital humain. Les réformes ? Une entreprise de déconstruction systématique des conquêtes sociales et politiques, afin de parachever le modèle libéral. La solution ? Reprendre l'offensive, et conquérir la souveraineté populaire dans toutes les composantes de la société, ce qui suppose notamment de conquérir le pouvoir sur le travail.

Dans le champ de l'éducation, je ne crois pas qu'il faille négocier les réformes, discuter des conceptions dominantes, influencer les politiques éducatives, contribuer à « l'innovation ». Non, si la notion de « pédagogie alternative » a un sens (faussement attribué à la plupart des pédagogies ainsi nommées), c'est celui d'une alternative radicale (alter signifie « autre ») : celle de *l'école du peuple*, qui institue la souveraineté des enfants (des adolescents, des étudiants) sur leur propre travail. Comment ? Par la coopération, par « l'institution coopérative du travail ». C'est ce que nous envisagerons dans les prochains articles. <<<<

1. Jouant Napoléon contre Marx, elle affirme dans un de ses derniers écrits : « Croyez-moi, les tentatives de l'éducation dite moderne qui cherche simplement à délivrer les enfants d'oppressions supposées ne prennent pas le bon chemin. [...] Celui qui travaille à cette reconstruction doit être animé par un grand idéal, plus élevé que celui de tous ces mouvements politiques qui nous ont promis des améliorations sociales [...]. Il doit être d'arriver à réaliser ce qui est dit de l'homme dans une prière latine : [...] je te comprends, toi et ta beauté, avance et prospère dans ton environnement, riche et plein de miracles et règne sur lui » (*La formation de l'homme* [1949], Desclée de Brouwer, 2005, p. 26-27).

2. Célestin Freinet, *Une année d'expérience à l'école Freinet*, 1936, épuisé.

3. Op. cit.

Retrouvez les articles de cette série dans le *Nouvel éducateur*

- numéro 245, décembre 2019, page 46 :
« De quoi Freinet est-il le nom ? »
- numéro 246, février 2020, page 47 :
« Comment s'orienter ? »
- numéro 248 (prochain article), juin 2020 :
« La coopération ».